

ET

BOND ST
IMPROVEMENTS U

MAYOR LONDON



STREET
UNDER WAY

LES ANGLAIS

SHOULD
THEY STAY
OR
SHOULD
THEY GO?



K. COOMBS/REUTERS

PAR MARC EPSTEIN

Parmi les plus âgés, de l'autre côté de la Manche, certains n'ont rien oublié des vacances de leur enfance, « en Europe ». Dans les cours de récréation d'alors, eux et leurs parents passaient pour des originaux. Voyager sur le continent, quelle idée! Avant le milieu des années 1960, dans ce pays triste et gris, épuisé par la Seconde Guerre mondiale, un Britannique digne de ce nom savourait les beaux jours en restant sur son île, sans se poser de questions, sous le soleil des plages de la Cornouailles et du Sussex, ou encore à Blackpool, pour les plus modestes, dans un camp de vacances Butlins, « popu » et familial.

Pendant ce temps-là, pourtant, une petite minorité d'hurluberlus, plus aisés que la moyenne, prenait la route des ports de Douvres et de Folkestone. A peine débarqués du ferry à Calais ou à Boulogne, les passagers des Morris Minor, Vauxhall et autres Austin, dont le volant à droite était soudain mal placé, échangeaient des regards où l'excitation se mêlait

à l'inquiétude. Dans l'esprit de tout le monde, c'est là, dans le nord de la France, que commençait l'Europe – le Royaume-Uni relevait d'une catégorie à part.

En Europe, donc, policiers et douaniers, coiffés d'un képi, vérifiaient le contenu des valises, mais aussi les passeports, carnets de passage et tickets de carburant, selon les époques. Après ces formalités, qui semblaient toujours trop longues, les voitures se dispersaient et filaient sur la nationale 1; l'autoroute viendrait plus tard. Tout semblait exotique et merveilleux : les pavés de la chaussée faisaient trembler la voiture comme à la fête foraine, et à Abbeville, la première halte, l'odeur âcre de la fumée des Gauloises imprégnait les salles des cafés, où le plat du jour apportait une explosion de saveurs nouvelles. De retour sur la route, l'automobiliste anglais, dès qu'il apercevait la plaque d'immatriculation d'un compatriote, jouait du Klaxon et faisait un signe de la main en souriant. Les mieux équipés agitaient parfois un petit drapeau aux couleurs de l'Union Jack, surtout si un membre de la famille royale s'était marié il y a peu. Ces Anglais-là partaient à l'étranger, certes, mais ils étaient heureux et soulagés de se retrouver entre eux.

Un demi-siècle plus tard, il y a longtemps que les Britanniques ont cessé de se saluer sur la route des vacances et, dans

La société anglaise, multiculturelle, sera-t-elle sensible à l'argument de l'immigration et du contrôle des frontières pour justifier une sortie de l'UE ?



S. PLUNKETT/REUTERS

en couverture

le tunnel sous la Manche, à bord de l'Eurostar, le passage de la frontière est devenu un événement abstrait. A quelques semaines du référendum, le 23 juin, sur le maintien ou la sortie du pays de l'Union européenne, les sondes prévoient une majorité en faveur du statu quo, au grand soulagement du Premier ministre conservateur, David Cameron, ainsi que de ses partenaires étrangers et des marchés financiers (voir l'enquête de Tristan de Bourbon, page 54).

A Downing Street, l'optimisme est de rigueur

A Paris comme à Berlin, nombre de diplomates reprochent à Londres cette consultation à haut risque – cette « folie », même, qui met en péril les fondements de la maison européenne. De fait, il est difficile d'exagérer l'importance de l'enjeu. Si, par hypothèse, les Britanniques optaient pour un retrait, l'Europe se verrait privée de la deuxième économie de l'Union, et d'un des rares pays membres à disposer de forces militaires et d'un outil diplomatique de poids. Surtout, par un effet de contagion, d'autres Etats – la Hongrie et la Slovaquie, notamment – saisiraient sans doute l'occasion pour organiser à leur tour des référendums. Le lent travail de construction entamé à la fin de la guerre s'en trouverait menacé.

Comme si cela ne suffisait pas, un éventuel Brexit serait lourd de périls pour le Royaume-Uni lui-même. Car la tentative d'un retrait de l'UE est un phénomène proprement anglais ; les autres peuples du royaume – Ecosais, Gallois, catholiques d'Irlande du Nord – sont favorables à l'UE.

A l'exception de la région du Grand Londres, proeuropéenne, c'est en Angleterre que se recrutent le plus grand nombre de partisans du retrait (voir le reportage d'Axel Gylden, page 50). Si ces ennemis de l'UE se rendent en masse aux urnes, le 23 juin, et s'ils obtiennent satisfaction, les nationalistes écossais ont déjà averti qu'ils organiseraient dans les deux ans un nouveau scrutin sur l'indépendance. Et ils se disent confiants sur leurs chances de l'emporter. D'où le paradoxe des champions du Brexit, patriotes autodéclarés : en dénonçant le caractère prétendument artificiel de l'UE, ils prennent le risque de faire éclater une autre organisation politique, qui leur tient pourtant à cœur, et dont l'origine remonte aux actes d'Union, en 1707 : le Royaume-Uni lui-même !

A Downing Street, la résidence du Premier ministre, comme au Foreign Office et à la City, l'optimisme est de rigueur. Après tout, l'adhésion du pays au club européen a été plébiscitée en 1973 par 2 Britanniques sur 3. Désormais, Londres est l'une des villes les plus cosmopolites du monde, et quelque 1300 000 Britanniques ont choisi de s'expatrier dans un autre pays de l'UE, en quête d'un job intéressant ou d'une retraite au soleil. Le business se porte bien, et la société anglaise, adepte du multiculturalisme, est plutôt accueillante

En cas de Brexit, les nationalistes écossais ont averti qu'ils organiseraient un nouveau scrutin sur l'indépendance



K. COOMBS/REUTERS



T. MELVILLE/REUTERS

Angleterre, Ecosse, pays de Galles et Ulster unis en un même Etat : une sortie de l'UE pourrait faire éclater cette union datant de 1707.

envers les étrangers. Dans ces conditions, se trouverait-il vraiment une majorité de Britanniques pour couper les ponts avec l'UE, en ignorant ce qui se passerait exactement le « jour d'après » ? Nul ne peut l'exclure.

Outre-Manche, les enquêtes d'opinion sont peu fiables, et la partie n'est pas gagnée d'avance. Surtout, la question de la participation sera cruciale : les électeurs favorables au Brexit, plus âgés et ruraux que la moyenne, sont enclins à accomplir leur devoir électoral en nombre, tandis que les jeunes et les citadins, majoritairement pro-UE, ont plutôt tendance à s'absentier. Pis, des centaines de milliers d'entre eux ont été radiés ➔



S. WERAMUTH/REUTERS

Etudiants, expatriés, partis en week-end (ici au Chelsea Flower Show, à Londres)... les jeunes urbains votent moins. Et c'est un réel handicap pour les pro-UE.

► des listes électorales pour des raisons administratives, soit qu'ils étudient dans une université éloignée de leur domicile, soit qu'ils se trouvent à l'étranger, en année sabbatique.

Pour David Cameron, qui a pris l'initiative de ce vote et joue sa carrière, la partie s'annonce d'autant plus serrée qu'il se trouve, sur ce terrain, à rebours de son propre mouvement : plus de 3 membres du Parti conservateur sur 4 sont favorables au Brexit. Attachés à la souveraineté des Etats et allergiques à une organisation centralisée de la société, nombre de Tories reprochent à l'Union européenne d'avancer en douce, depuis les années 1980, sur un terrain de plus en plus fédéraliste. « Je n'avais rien contre le Marché commun, explique Owen Paterson, député conservateur et ancien ministre de l'Environnement. Mais l'UE est une organisation très différente de la Communauté économique européenne (CEE) que nous avons rejointe il y a quarante-trois ans. Aujourd'hui, l'UE est un projet politique, et il est temps que mon pays s'en désolidarise ! Demain, qu'arrivera-t-il si près de 80 millions de Turcs, ressortissants d'un Etat de plus en plus islamique, avec la guerre à ses portes, sont reconnus comme citoyens de l'UE ? Et après-demain, à qui le tour ? L'Ukraine ? L'Albanie ? C'est de la folie ! Parfois, je me demande si Jean Monnet et les autres pères fondateurs de l'Europe auraient souhaité voir ça. Si

« Je n'avais rien contre le Marché commun. Mais l'UE est une organisation très différente de la CEE que nous avons rejointe en 1973 »

un seul et unique gouvernement], et cela s'est terminé de manière tragique. L'Union européenne est une autre tentative avec des méthodes différentes » (voir l'encadré, page 44). Sachant que « Boris » cherche à lui prendre sa place, David Cameron ne donne pas non plus dans la nuance : deux jours après l'allusion « hitlérienne » de son rival, le Premier ministre a suggéré qu'Abou Bakr al-Baghdadi, chef de l'organisation Etat islamique, serait favorable à un retrait du Royaume-Uni de l'UE, car il aurait pour effet d'affaiblir la coopération euro-

c'est le cas, ils nous ont caché la vérité depuis le début ! »

Plus l'échéance se rapproche, plus le débat est vif et échappe au rationnel. Champion de la campagne en faveur du Brexit, l'ancien maire de Londres, Boris Johnson, a convoqué les peurs ancestrales des Britanniques, le 15 mai, dans les colonnes du *Sunday Telegraph* : « Napoléon et Hitler ont essayé [de réunir le continent européen sous

péenne contre le terrorisme. Tout cela peut sembler absurde, mais les Britanniques n'ont pas le monopole des débats déraisonnables : en France, dans les semaines qui ont précédé le référendum sur le traité constitutionnel européen, en 2005, toutes les discussions étaient hantées par le fantasme obsessionnel du « plombier polonais » !

Garder sa place à la table des négociations

De fait, une question aussi complexe que les avantages et les inconvénients de l'UE se prête mal aux simplifications. A défaut de comprendre les tenants et les aboutissants du projet européen, nombre d'Anglais sont renvoyés à des questions d'identité et de sentiment d'appartenance. Faut-il échapper aux « diktats des bureaucrates non élus de Bruxelles », selon la formule consacrée des partisans du Brexit? Ou est-il préférable de garder sa place à la table des négociations, à l'UE, au risque de se voir imposer des pratiques et des références autres que les siennes?

A l'heure du marché, l'autre samedi, dans l'une des rues piétonnes de Chester, petite ville paisible du nord-ouest de l'Angleterre, les partisans du Brexit ne s'embarrassent guère de subtilités : « Je veux qu'on me rende ma démocratie ! » s'écrie Steven Woolfe, juché sur un cageot en plastique. Député européen et membre du Ukip, le parti populiste et eurosceptique, il en appelle au patriotisme des passants : « Notre Parlement est un modèle pour le reste du monde. Pourtant, depuis les années 1970, nous vivons sous la dictature croissante de fonctionnaires anonymes, à Bruxelles, qui décident de nos lois. Nous sommes britanniques ! La démocratie ne nous fait pas peur ! Rendez-moi mes lois ! »

Guère impressionnés, les habitants de Chester sont peu nombreux à interrompre leurs courses pour engager la discussion avec les champions du Brexit. Sans doute savent-ils que le port de Liverpool, tout proche, a largement bénéficié des fonds d'aide régionaux européens. L'aéroport et le palais des congrès de la ville aussi. C'est la raison pour laquelle, peut-être, quand un autre partisan du Brexit mène campagne, quelques heures plus tard, dans un quartier résidentiel proche d'une caserne militaire, il recourt à des arguments plus musclés : « Vous êtes soldat ? Moi, ce qui m'effraie le plus dans l'UE, c'est le projet d'armée européenne. Ah bon, vous n'en avez jamais entendu parler ? Vous devriez vous renseigner. Aujourd'hui, les choses sont simples : la reine est votre commandant en chef. Demain, allez savoir de qui vous dépendrez ! Imaginez que, dans dix ou quinze ans, des habitants de Chester manifestent dans les rues contre tel ou tel abus de pouvoir à Bruxelles. Eh bien moi, à ce moment-là, je n'ai pas envie de voir arriver des soldats français sur le pas de ma porte ! »

Dans un pays qui tire une certaine fierté du fait qu'il n'a pas été envahi et occupé par une puissance étrangère depuis la conquête normande, en 1066, de tels arguments, aussi imaginaires soient-ils, peuvent-ils être payants ? Oui et non. « A condition que les partisans du Brexit acceptent de s'en tenir à la vérité des faits, les questions de souveraineté ne passionnent plus autant l'opinion publique qu'autrefois, estime Mark Leonard, directeur d'un centre d'analyse influent, le Conseil européen des relations internationales (ECFR). La société a évolué sur ce point : nombre de Britanniques comprennent désormais que, pour participer à l'économie mondiale, il ➤

Les partisans du Brexit brandissent la menace d'une éradication, par les « fonctionnaires de Bruxelles », des particularismes britanniques.

« Aujourd'hui, les choses sont simples : la reine est votre commandant en chef. Demain, allez savoir de qui vous dépendrez ! »



S. WERNUTH/REUTERS



K. COOMBS/REUTERS

► est parfois nécessaire de faire des concessions ici ou là et d'accepter des abandons de souveraineté, de manière ponctuelle et négociée. »

A écouter les « Brexiters », le retrait du Royaume-Uni de l'UE permettrait de libérer la diplomatie de Londres des prétendues entraves de Bruxelles. Fort de ses « relations privilégiées », le Royaume-Uni (ou ce qu'il en restera) pourrait s'appuyer sur ses alliés historiques que sont les Etats-Unis et le Canada, d'une part, et les pays d'Asie et du Pacifique membres du Commonwealth – Inde, Singapour, Australie, Nouvelle-Zélande – d'autre part. « Pourquoi s'en tenir au cadre étroit de l'UE, quand la plupart des lois sont définies au sein des institutions internationales, telles que l'Organisation mondiale du commerce ou le Fonds monétaire international ? demande Owen Paterson. La Norvège et la Suisse n'appartiennent pas à l'Union européenne, ajoute-t-il. Mais cela n'a pas empêché Oslo et Berne de signer un accord commercial avec l'UE ! Et, puisque notre économie est plus importante que la leur, nous obtiendrons un meilleur accord ! »

L'ennui, c'est que le reste du monde ne le voit pas ainsi. A la fin du mois d'avril, Barack Obama est venu le dire à Londres : la Maison-Blanche est contre le Brexit. La patronne du FMI, Christine Lagarde, partage son avis, et les grands argentiers du G 7, réunis au Japon les 20 et 21 mai derniers, ont envoyé un message semblable : « Nous sommes tous d'accord pour reconnaître qu'une sortie du Royaume-Uni serait un choc économique – pour le pays en premier lieu, puis pour l'Europe et ►►

« I'm in. Stronger in Europe. » Pour ses partisans – majoritaires à Londres –, le maintien dans l'UE est bon pour la sécurité, la diplomatie et l'économie.



K. COOMBS/REUTERS

Boris Johnson, étoile pâlisante

Huit ans durant, comme maire de Londres, Boris Johnson a acquis la réputation d'un leader charismatique, pragmatique et efficace. Depuis un mois qu'il a quitté son bureau du City Hall et qu'il mène campagne en faveur du Brexit, en revanche, rien ne va. Multipliant les gaffes et les erreurs, l'ex-étoile montante du Parti conservateur a soudain pâli... Le 21 février, pourtant, quand il se déclare en faveur d'un retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, son coup d'éclat apparaît redoutable d'habileté. Pourquoi ? De deux choses l'une. Soit une majorité de Britanniques le suivent, le 23 juin, et « Boris » sera bien placé pour mener un putsch au sein du Parti tory et



D. STAPLES/REUTERS

Pro-Brexit, l'ancien maire de Londres multiplie les gaffes.

succéder à David Cameron ; l'actuel Premier ministre, désavoué, subirait alors le même sort que Margaret Thatcher, renversée, le 28 novembre 1990, à la faveur d'un « coup d'Etat » interne au mouvement. Soit le Royaume-Uni reste au sein de l'UE à l'issue du référendum, mais une majorité de conservateurs, eurosceptiques dans l'âme, verront alors Boris Johnson, 52 ans, comme un homme de principes et un leader courageux qui aura mené combat pour une bonne cause. En résumé, soit il gagne tout de suite, soit il l'emporte plus tard ! Problème : rien ne s'est passé comme prévu. Comme édile, Boris Johnson jouait de son intelligence, de sa bonhomie

et de ses cheveux hirsutes pour séduire une large partie de l'électorat, au-delà des Tories. Devenu le porte-étendard des partisans du Brexit, voici qu'il multiplie les outrances, comparant le projet européen à celui d'Adolf Hitler. Et, quand Barack Obama se dit favorable au maintien de Londres dans l'UE, « Boris », lui, attribue à « l'origine en partie kényane » du président américain son « aversion ancestrale envers l'Empire britannique ». Aïe ! Aïe ! Aïe... La sanction est déjà tombée. Selon un sondage mené au sein du Parti conservateur, le successeur le plus probable de David Cameron, en cas de putsch, serait Michael Gove, ministre de la Justice. Partisan, lui aussi, du Brexit.



« Vote Leave. Take Control. » *Un petit clin d'œil à l'album Abbey Road, des Beatles, et un plaidoyer contre la contribution financière britannique au budget de l'UE.*

► le monde, a déclaré Michel Sapin, ministre français des Finances. C'est un risque que nous ne devrions pas prendre. » A Londres même, le Trésor et la Banque d'Angleterre mettent en garde : un Royaume-Uni réduit à sa seule identité insulaire pèsera toujours moins lourd que le membre influent de l'Union européenne qu'il est aujourd'hui. Quant à l'« argument norvégien », il a été battu en brèche dès 2014 par la Première ministre de ce royaume scandinave, Erna Solberg, peu avant une rencontre avec David Cameron : « Je ne crois pas que le Royaume-Uni, avec sa mentalité et ses vieux réflexes d'ancien empire, devrait envisager un accord aux termes duquel les lois et les règlements négociés en votre absence sont directement applicables chez vous. Les Britanniques qui envisagent de signer un accord semblable à celui qui nous lie à l'UE sous-estiment à quel point la Norvège est soumise, elle aussi, aux lois et aux réglementations européennes. »

L'« argument norvégien » a été battu en brèche dès 2014 par la Première ministre de ce royaume scandinave resté hors UE

Puisque les considérations diplomatiques, commerciales ou financières ne suffiront pas à faire pencher la balance, les partisans d'un retrait de l'UE devraient user, dans les dernières semaines de la campagne, de leur prétendue carte maîtresse : l'immigration et le contrôle des frontières. « Notre pays a accueilli environ 300 000 étrangers depuis un an, originaires ou non de l'UE, rappelle Mark Leonard. Or ce rythme des arrivées est pratiquement inchangé depuis une décennie. Peu importe que les nouveaux arrivants rapportent davantage qu'ils ne coûtent à l'économie nationale, grâce aux cotisations sociales, entre autres ! Quand 3 millions de personnes s'installent dans un pays, les services sociaux sont plus sollicités qu'autrefois. Il est indéniable que les listes d'attente s'allongent, dans les hôpitaux comme dans les écoles, en particulier dans les villes moyennes d'Angleterre. S'ils jouent le tout pour le tout, comme c'est probable, les partisans du Brexit joueront cette carte à fond. »

La fin de campagne sera sale. Et le résultat pourrait se révéler trop serré pour trancher le débat une fois pour toutes. Car beaucoup de Britanniques, sans toujours l'avouer, se posent la même question que leurs parents et grands-parents dans les années 1950. Vaut-il mieux rester entre soi, ou goûter l'air du large ?